

Unité départementale de l'Aisne
Équipe 4
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT-QUENTIN

Lille, le 13 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CLOE

Chemin de la Marnière
02690 Essigny-le-Grand

Références : CLOE23-121_Rinsp
Code AIOT : 0005104412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement CLOE implanté Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOE
- Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand
- Code AIOT : 0005104412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Située à Essigny le Grand, la société CLOE est spécialisée dans le stockage de produits cosmétiques. Ces stockages sont constitués de produits conditionnés sous forme de :

- générateurs d'aérosol, de déodorants (corporels secs et alcools),
- produits capillaires (laques, sprays coiffants, mousses coiffantes),
- produits cosmétiques divers (capillaires, maquillage, solaires, ...)

La société CLOE relève du régime Seveso seuil haut pour la rubrique 4320 (aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1). Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 22

juillet 2014 pour exploiter une centrale de stockage de générateurs d'aérosols à Essigny le Grand.

Le préfet de l'Aisne a donné acte à cette société de sa déclaration de renonciation aux activités liées à la rubrique n°4331-1 de la nomenclature (stockage de liquides inflammables) par lettre du 12 août 2019.

L'entrepôt a un volume de 120 400 m³ pour une quantité maximale de produits combustibles de 5 961 tonnes. Il est composé de 4 cellules (3 cellules de stockage et une cellule de réception/expédition).

La société compte environ 34 salariés répartis entre l'entrepôt (22 opérateurs logistiques) et les bureaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Régionale Sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs anti-intrusion et Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IX.2.1	/	Sans objet
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IX.7.12	/	Sans objet
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article VIII.2	/	Sans objet
4	Transmission de l'alerte	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IX.6.3	/	Sans objet
5	Système de Gestion de la Sécurité	Code de l'environnement du 05/10/2022, article L. 515-40	/	Sans objet
6	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
7	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
8	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
9	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
10	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
11	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions inspectées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 22 juillet 2014 portant sur la sécurité-sûreté sont respectées (clôture, accès, surveillance...)

Dans le fonctionnement de la plateforme, les missions confiées au poste de sécurité sont intégralement sous-traitées à SAMSIC.

Le système de gestion de la sécurité est en place, le manuel SGS aborde bien les 7 items prévus par la réglementation.

Les procédures ainsi que le rôle attendu des agents de sécurité dans les situations d'urgence sont formalisés.

Bien que le gardiennage et l'ensemble des missions associées soient sous-traités, l'exploitant a la connaissance et un regard sur cette activité puisqu'il dispose de documents internes reliés au SGS définissant les missions et la formation des agents de sécurité notamment en matière de prévention et de traitement des accidents majeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs anti-intrusion et Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IX.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture, portail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture efficace et résistante de 2 m de hauteur au moins. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, selon une procédure préalablement définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou particulier. L'établissement dispose d'un second accès destiné à faciliter l'intervention éventuelle des secours. Ces accès sont constamment surveillés ou fermés.
Constats : Une Clôture rigide de 2m de hauteur ferme le site. Deux portails existants : accès principal au Nord où il y a le poste de garde , l'accès secondaire au Sud (accès pompiers) Voir détails en annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IX.7.12
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'entrepôt
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.
Constats : Un gardiennage est assuré en permanence. Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article VIII.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité des personnes ou le maintien en sécurité des installations que ces zones existent de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, ou de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou toxique). Ces risques sont signalés et font l'objet d'un marquage. Des consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. Un plan de ces zones est tenu à jour et à la disposition des services de secours ainsi que de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose des plans "Descriptif général du site + zonage ATEX" et "Zone de stockage des aérosols et zones vitales" Voir détails en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Transmission de l'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article IX.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ligne spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue d'assurer la transmission de l'alerte aux services de secours extérieurs en cas d'accident sur les installations, l'établissement est doté d'une ligne directe de type « TALIA » reliée au Centre de Traitement de l'Alerte du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Ainse. L'exploitant s'assure de la disponibilité de ce dispositif.
Constats : Cette ligne directe est en place et testée régulièrement. Voir détails en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/10/2022, article L. 515-40
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité. Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement.
Constats : Le système de gestion de la sécurité (SGS) est en place, l'inspection a pu visualiser le document référencé ENG-PM1-03-01 "Liste des documents du SGS". Ce document est constitué d'un tableau mentionnant les 7 items du SGS pour lesquels l'ensemble des documents associés est référencé. Par exemple, dans le pavé n°3 relatif à "Maitrise des procédés/Maitrise d'exploitation", le document "Missions des ADS" PRO-PM1-09 est référencé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation – formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.
Constats : Comme évoqué précédemment, le document « Missions des ADS » référencé PRO-PM1-09 définit les missions des agents de sécurité notamment l'accueil et le contrôle d'accès. Concernant la gestion des incidents et accidents majeurs, ce document renvoie vers le POI. Voir détails en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation – formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Voir détails en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation – formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Voir détails en annexe confidentielle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.
Constats : Voir détails annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.
Constats : Le POI mentionne bien la procédure à suivre ainsi que le rôle précis de chacun des intervenants. Voir détail en annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Voir détails en annexe confidentielle
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet